

Révision du PDZA - Groupes de discussion sur la vision

MRC des Jardins-de-Napierville

Compte-rendu de l'activité du 10 avril

Description et objectifs de l'activité

Type : Groupes de discussion

Date : 10 avril

Lieu : Centre communautaire de Saint-Rémi

Horaire : 18h30-20h30

Objectifs :

- Présenter les enjeux bonifiés et l'énoncé de vision
 - Valider et bonifier les champs d'action préliminaires
 - Explorer des pistes d'action
-

Animation et participant·es

Nom des animateur·rices : Florence Gilbert, Mathieu Emond, Mathilde Noël, Myriam Deragon, Frédérique St-Arnaud et Florence Harvey

Nombre de participant·es : 28 personnes

Nombre de personnes inscrites : 40 personnes

Nombre de participantes inscrites absentes : 15 personnes

Nombre de personnes non-inscrites : 3 personnes

Introduction

Dans le cadre de la révision du Plan de développement de la zone agricole □PDZA□ de la MRC des Jardins-de-Napierville, une activité de consultation a été organisée afin de rassembler les acteur·rice·s du milieu agricole ainsi que les citoyen·ne·s intéressé·e·s. L'objectif de cet événement était de favoriser un échange ouvert autour de la vision, des champs d'action et des objectifs du futur plan d'action. À travers une présentation synthèse des enjeux identifiés, de la vision proposée et des champs d'action, suivie de discussions animées en sous-groupes, les personnes participantes ont pu exprimer leurs réflexions, préoccupations et propositions. Ces contributions viendront nourrir l'élaboration d'un plan d'action cohérent, ancré dans les réalités du territoire et porté par les parties prenantes.

Le présent compte-rendu propose une synthèse des idées recueillies lors de l'activité. Il présente d'abord trois éléments transversaux ayant émergé des échanges, puis résume les résultats des discussions selon chacun des champs d'action préliminaires.

Trois éléments transversaux

Travailler sur l'image de l'agriculture

Valoriser l'agriculture passe d'abord par la mise en lumière de son rôle central dans notre quotidien et dans la préservation de l'environnement. Selon les personnes participantes, il est essentiel de mieux faire comprendre le rôle fondamental des agriculteur·trice·s en tant que gardien·ne·s des territoires, producteur·trice·s de ressources et acteur·trice·s du développement durable. Travailler sur cette image permet de renforcer les liens entre le monde agricole et la collectivité, en favorisant le respect et la reconnaissance de ce travail essentiel.

Rassembler et faire connaître les ressources existantes

Un besoin transversal, partagé à travers les différents champs d'action, est celui de centraliser l'information. Les personnes participantes ont souligné le manque de visibilité des initiatives et des services existants. Une meilleure transmission des connaissances, rassemblées dans un espace commun, permettrait à un plus grand nombre de personnes de s'informer plus facilement et de bénéficier des ressources.

Réfléchir l'agriculture à plusieurs échelles

La différence entre les types d'agriculture présents sur le territoire exige une lecture, à plusieurs niveaux, à la fois locale et régionale. Cette réflexion permet de mieux comprendre les dynamiques propres à chaque milieu, qu'il s'agisse d'agriculture de proximité ou de production à plus grande échelle. Une telle approche favorise des actions adaptées aux réalités spécifiques, tout en tenant compte des enjeux globaux du territoire.

Axes de la vision

Axe 1 - Nourrir la fierté

Champs d'action 1 - Sensibilisation et éducation aux réalités agricoles

Les personnes participantes ont discuté de l'éducation du grand public aux réalités agricoles, en particulier auprès des jeunes. L'école est apparue comme un levier important : des initiatives telles que l'introduction de serres éducatives, des activités sur les terres agricoles ou encore des programmes d'immersion ont été évoquées. Un projet mené par l'UPA, où des plantes sont distribuées aux élèves, a été cité comme un exemple inspirant et à faire connaître.

Les enfants sont perçus comme des vecteurs de sensibilisation au sein de leur famille. Il a également été souligné que les enseignant·e·s pourraient être formé·e·s pour bien transmettre ces connaissances.

Pour assurer une mise en œuvre efficace, une coordination entre les milieux scolaires et agricoles est jugée essentielle.

Les événements portes ouvertes et les visites de fermes sont aussi considérés comme des outils concrets pour rapprocher les citoyen·ne·s du monde agricole. Une meilleure connaissance des réalités du métier d'agriculteur·trice permettrait une meilleure compréhension de leur apport à la communauté et favoriserait une plus grande acceptabilité sociale des nuisances associées à l'agriculture, comme les odeurs ou le bruit.

La main-d'œuvre étrangère a été identifiée comme un maillon indispensable de l'agriculture, en particulier dans le secteur maraîcher. Cependant, plusieurs participant·e·s ont soulevé des enjeux de reconnaissance et de préjugés, notamment liés à la question du logement. L'importance de mieux faire connaître le rôle des travailleur·euse·s temporaires auprès du grand public, mais aussi auprès des élu·e·s, a été soulignée.

Des événements comme la *Fiesta des Cultures* ont démontré leur potentiel à valoriser ces travailleur·euse·s et à favoriser leur inclusion. Il a aussi été mentionné que ces personnes sont souvent isolées sur les fermes, limitant leurs interactions avec le reste de la communauté. La nécessité de créer plus de liens et de moments de reconnaissance a fait consensus auprès des personnes participantes.

Champs d'action 2 - Cohabitation entre les usages du territoire

La cohabitation harmonieuse entre les différent·e·s usager·ère·s du territoire est apparue comme une priorité. Le projet *Cohabitation*, porté par l'UPA, a été mentionné comme une initiative intéressante à ce sujet.

Parmi les idées discutées, la création d'une trousse d'accueil à l'intention des nouveaux·elles résident·e·s non-agricoles a été proposée. Elle permettrait d'informer sur les réalités du milieu agricole et d'encourager une cohabitation respectueuse.

Champs d'action 3 - Valorisation de l'achat local

L'importance de consolider les initiatives existantes en faveur de l'achat local a fait consensus. L'enjeu de la communication est central : il faut mieux informer le public et mettre en valeur les producteur·rice·s. Certains soulignent l'importance de faire de l'achat local une expérience en soi, comme le démontrent les exemples du marché de La Prairie ou de la ferme Pigeon en libre-service.

Plusieurs obstacles à l'achat local ont été identifiés : la difficulté d'intégrer les grandes chaînes en raison de la rigueur de leurs standards, la vitesse élevée sur certaines routes qui décourage l'arrêt aux kiosques, ou encore les contraintes associées aux certifications comme *CanadaGAP*. Des solutions telles que le développement de marchés ponctuels, le maillage avec les institutions HRI et la création de circuits de redistribution pour les surplus ont été suggérées.

Axe 2 - Stimuler la synergie

Champs d'action 4 - Soutien aux entreprises

Un enjeu récurrent soulevé par les participant·e·s concerne la lourdeur administrative qui freine la performance des entreprises agricoles. Il a été proposé que la MRC se dote d'une ou plusieurs personnes ressources bien informées, capables d'accompagner les agriculteur·rice·s, les agronomes et autres acteur·rice·s du milieu dans la lecture et la compréhension des documents réglementaires et administratifs. Ce soutien permettrait de libérer du temps, d'accélérer les chaînes de production et de recentrer les efforts sur les activités principales des entreprises agricoles.

L'idée de créer un portail d'information centralisé ou de se greffer à une plateforme existante a aussi été évoquée afin de faciliter l'accès à l'information et aux demandes de renseignements.

Dans cette optique, la diffusion des bonnes pratiques, issues notamment des projets de recherche et d'innovation, apparaît comme un levier incontournable. Il serait pertinent d'identifier, structurer et partager ces pratiques à l'échelle du territoire pour encourager leur adoption et renforcer les capacités d'innovation locale.

Champs d'action 5 - Renforcement de la synergie dans la chaîne agroalimentaire

Plusieurs participant·e·s ont souligné la nécessité de renforcer les échanges dans la chaîne agroalimentaire, au-delà du simple transfert de pratiques techniques. Des propositions concrètes ont été proposées telles que:

- La mise en place de mentorat ou de cohortes de producteur·rice·s afin de favoriser l'apprentissage entre pairs ;
- Une représentation accrue des parties prenantes dans les processus décisionnels, pour améliorer la communication et faire valoir les besoins réels du terrain.

Certain·e·s participant·e·s ont également insisté sur le rôle que la MRC pourrait jouer dans le plaidoyer politique, en soulignant les contradictions réglementaires qui freinent le travail agricole.

Champs d'action 6 - Développement de l'économie circulaire

Le renforcement du maillage entre l'agriculture et d'autres secteurs a été identifié comme une priorité. Plusieurs axes de collaboration ont été explorés :

- Milieu forestier : les résidus forestiers comme les copeaux de saule pourraient être valorisés, notamment pour répondre aux enjeux liés aux terres noires.
- Milieu éducatif : des projets tels que *École au champ*, des correspondances entre des écoles de Montréal et de la MRC, ou encore des jardins scolaires nourrissant la cafétéria avec des semences fournies par des producteurs locaux ont été proposés.
- Tourisme : des initiatives comme l'affichage et le *Circuit du paysan* pourraient être bonifiées pour renforcer le lien entre agriculture et attractivité touristique.

Un point crucial a été soulevé : l'absence de maillons intermédiaires, notamment en matière de transformation. Les surplus, souvent en grande quantité, gagneraient à être valorisés par des projets de transformation, de congélation ou de revalorisation des produits. Une idée structurante serait d'investir dans le domaine de la transformation, par exemple avec la création d'un bâtiment de transformation sur le territoire, porté initialement par la MRC, puis légué à une coopérative pour en assurer la gestion à long terme. Il a également été proposé de joindre la plateforme *Symbiose agroalimentaire Montérégie* existante au niveau de la Montérégie porté par l'organisme CREM.

Concernant le compost, des enjeux logistiques ont été soulevés : manque d'espace pour l'entreposage, besoin d'entretien, et questions autour de la possibilité d'une collecte municipale adaptée aux besoins agricoles.

Un constat général ressort des échanges, soit le manque de structuration et de leadership pour centraliser les informations sur les nombreuses initiatives déjà en place. Les financements limités dans le temps (3 mois à 1 an) empêchent souvent la consolidation des projets. Il a été proposé de financer un poste à temps plein pour développer une structure stable à l'échelle de la MRC, plutôt que de multiplier des projets pilotes au succès éphémère.

Axe 3 - Assurer la pérennité

Champs d'action 7 - Accompagnement de la relève agricole

Le soutien à la relève agricole est reconnu comme un pilier essentiel de la pérennité du secteur. Toutefois, plusieurs enjeux de communication ont été soulevés concernant les services existants (plan d'affaires, soutien agronomique, etc.), qui demeurent encore trop peu connus. Parmi les ressources mentionnées figurent différents programmes du MAPAQ, les services de l'UPA ainsi que le programme *Jeune entrepreneur* du CLD.

Les participant·e·s ont également souligné l'importance de différencier les types de relève, chacun ayant des besoins spécifiques. Trois catégories principales ont été identifiées :

- La relève familiale ;
- Les maillages pour le transfert d'une ferme à une relève non apparentée ;
- Les nouveaux·elles agriculteur·rice·s, souvent moins informé·e·s des ressources disponibles.

Pour ces dernier·ère·s, il a été jugé crucial d'informer les futur·e·s agriculteur·rice·s de la réalité du métier avant leur engagement concret dans un projet agricole. Pour répondre à cette nécessité, plusieurs pistes d'action ont été proposées, soit l'organisation de stages en entreprise, la tenue d'activités de sensibilisation sur le mode de vie agricole et un appui renforcé de la MRC aux programmes existants.

Champs d'action 8 - L'innovation en agriculture durable

L'innovation en matière d'agriculture durable a été identifiée comme un levier clé pour assurer la résilience du secteur agricole. De nombreuses personnes participantes ont souligné l'importance de diffuser plus largement les techniques agricoles innovantes, telles que :

- Les semis de protection pour préserver les sols ;
- Les haies brise-vent ;
- La rotation des cultures et d'autres pratiques de gestion raisonnée ;
- L'utilisation efficiente de l'eau.

La diffusion de ces pratiques devrait viser à rejoindre l'ensemble des producteur·rice·s, qu'il s'agisse d'agriculteur·rice·s établi·e·s, de jeunes en formation ou de nouveaux·elles arrivant·e·s dans le secteur. À cet égard, une participante a mentionné que le projet *Agrobonsens*, qui poursuivait ces objectifs, a été repris par le *Centre d'innovation Les Jardins durables* et qu'un chantier est actuellement en cours.

Concernant les programmes de subvention pour l'adoption de pratiques agricoles durables, plusieurs obstacles ont été soulevés : les coûts élevés associés à l'embauche de professionnel·le·s pour réaliser les études requises, ainsi que les délais de traitement des demandes.

En ce qui concerne la gestion de l'eau, plusieurs participant·e·s ont mis de l'avant de nouvelles méthodes d'irrigation permettant une consommation beaucoup plus faible en eau. Ces pratiques mériteraient d'être mieux connues du grand public et des municipalités, qui entretiennent souvent une perception erronée de l'utilisation de l'eau en agriculture.

Enfin, il a été rappelé que l'innovation ne se limite pas aux aspects techniques. Elle est aussi sociale et repose sur la mise en réseau des agriculteur·rice·s et des acteur·rice·s connexes, le partage des connaissances, ainsi que le soutien moral et collectif, éléments tout aussi essentiels à la transition vers une agriculture durable.